



LA VÉRITÉ DES TRAVAILLEURS

Paraît le premier
vendredi de chaque mois
EN VENTE DANS LES PRINCIPAUX KIOSQUES
(Gares, métro, boulevards)

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

DANS CE NUMERO : L'AFFAIRE MARTY, un livre à faire lire, un acte politique à soutenir (p. 4 et 5) par P. FRANK

J. ROBLIN

Les « faux de Béria » c'était la politique de Staline

« Le cœur ouvert et l'âme pure », c'est dans de telles dispositions que Krouchtchev et Boulganine, actuellement les deux plus hauts responsables de l'Union Soviétique, prétendaient se rendre à Belgrade.

« Le cœur ouvert et l'âme pure... ». Si l'expression était venue de diplomates et de chefs d'Etats capitalistes, on n'aurait pu que hausser les épaules.

Mais la rencontre de Belgrade n'est pas et ne sera pas, à juste titre, considérée par les ouvriers, en premier lieu par les communistes, comme une rencontre quelconque de chefs d'Etat. Il s'agit pour eux d'une rencontre qui a une signification, une importance intérieure au mouvement ouvrier, tout comme la rupture de 1948 fut avant tout un événement intérieur au mouvement ouvrier international qui

(En page 9, le télégramme de la IV^e Internationale à la Ligue des communistes yougoslaves.)

se trouvait sous la direction de Staline.

LA VIEILLE AMITIE DE DEUX PEUPLES

La présidence de la délégation soviétique était assurée par Krouchtchev, premier secrétaire du parti communiste de l'U.R.S.S., ce seul fait pourrait prouver l'importance politique du voyage à Belgrade. Mais, pour convaincre les plus aveugles et les plus incrédules, la « Pravda » a avancé une série d'arguments tendant à faire croire qu'une communauté particulière de vues existait à l'état latent entre la Yougoslavie et l'U.R.S.S. Dans son éditorial du 18 mai, ce journal de Moscou écrit :

« On ne peut nier, bien sûr, qu'il existe entre nous des dif-

(Suite en dernière page.)

Front unique du P.C.F. et du P.S. contre l'état d'urgence en Algérie

(En page 3, notre article sur les leçons des incidents du 1^{er} Mai.)

Il paraissait téméraire, au début, d'assimiler les opérations d'Algérie à la guerre d'Indochine. La ressemblance devient maintenant de jour en jour plus frappante. Rien ne ressemble tant à une sale guerre qu'une autre sale guerre.

Le fait nouveau c'est l'extension des actions du maquis à tout le Constantinois, qui prélude à l'élargissement de la guérilla sur tout le territoire algérien. L'impérialisme est réellement effrayé et le gouvernement délibère sur l'Algérie sans désespérer. Les reportages s'accordent pour constater le soutien des populations musulmanes avec les partisans qui deviennent de ce fait introuvables et invulnérables. Ils enregistrent également le recrutement incessant et de plus en plus large des maquis.

De nouvelles divisions sont acheminées sur l'Algérie. « L'état d'urgence » fait tache d'huile. Déjà il est question de « responsabilité collective » et les arrestations se multiplient.

Les colons, cependant, trouvent tout cela notoirement insuffisant. Ils exigent un vaste bain de sang dans le genre de Madagascar ; il leur faut 100.000 victimes pour pouvoir rétablir le statu-quo nécessaire au maintien de leurs privilèges. Ils ont levé ouvertement l'étendard de la révolte contre le gouverneur général Soustelle qui ne leur résistera pas davantage que n'ont pu le faire ses prédécesseurs. Les

(Suite page 3.)
V.T.

QUI GOUVERNERA LA FRANCE ?

par C. HENRY

Tous les partis se préoccupent des prochaines élections. La question du gouvernement et du régime est à l'ordre du jour. Seul, le P.C., « premier parti de France », soutenu par la majorité des travailleurs, est silencieux sur cette question, au lieu de mettre le P.S. au pied du mur.

LES bagarres du congrès radical sont un reflet des inquiétudes et des déchirements de la bourgeoisie française. La situation en Algérie commence à hanter les responsables du capitalisme français, à un degré bien plus fort que ne l'a jamais fait la question d'Indochine. En France même les masses bougent à nouveau (grève des autobus, grève de la presse...).

Deux problèmes traduisent ces préoccupations de la bourgeoisie : celui de la Constitution et celui du gouvernement. Les capitalistes voudraient avoir un « Etat fort », mais ils ne savent trop comment y parvenir.

En matière de Constitution, des spécialistes se penchent sur tel ou tel article. Mais, dès maintenant, la vie politique est dominée par la préparation des élections générales de 1956.

La droite classique qui a gouverné depuis 1951, à l'exception du temps du ministère Mendès-France, veut pouvoir poursuivre sa politique ouvertement anti-ouvrière, répressive, sans avoir à craindre des accidents parlementaires. Edgar Faure, du parti radical, s'offre dès maintenant à mener cette majorité à la bataille électorale. Mais, pour le faire, il lui faut d'abord gagner son parti à cette orientation, sans parler des embûches qu'il rencontrera d'autres candidats à la Pinay.

Cependant, d'importants politiciens bourgeois et leurs alliés dans le Parti socialiste crient au danger d'une telle politique : il y a eu Août 53, et cette politique place le P.S. dans l'opposition aux côtés

(Suite page 2.)